

## **Entretien conduit par Alain FAUJAS et Marie de VERGES**

**L'Europe a tenté d'apporter une réponse à la crise mais les marchés restent défiants vis-à-vis de l'euro. L'existence de la monnaie unique est-elle en péril ?**

Catégoriquement non ! L'Europe a été très secouée ces derniers mois et l'euro a subi une perte de valeur importante. Mais il n'est pas le seul, comparé à d'autres monnaies comme la livre sterling. Et puis, cette baisse est-elle catastrophique ? Le niveau auquel se trouve l'euro offre un réel avantage dans la compétition économique internationale.

En fait, je suis assez optimiste. La nécessité d'une Union monétaire en Europe reste absolue. Et cette crise, aujourd'hui, pousse les gouvernements de la zone à accomplir un travail fondamental qui aurait été nécessaire dès l'introduction de l'euro : celui d'une meilleure coordination des politiques économiques. Sans cela, on ne peut pas gérer une monnaie commune. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont d'ailleurs affirmé, le 10 mai, qu'ils souhaitent enfin mettre en œuvre cette concertation.

## **Comment doit fonctionner une telle coordination ?**

D'abord, il faut se remettre à respecter le pacte de stabilité. Quand on a une monnaie commune, il y a des limites qu'on ne peut pas dépasser en matière de divergences de finances publiques. Mais la Commission européenne a été peu performante : elle n'a pas veillé à l'application effective de ce pacte, ni à la mise en œuvre des sanctions qu'il comportait. Il faut qu'elle renforce son efficacité, et la qualité de sa surveillance.

Ensuite, il y a les grandes orientations des politiques économiques, ce que l'on appelle les « gope ». Celles-ci sont adoptées tous les ans par le Conseil européen. Mais alors qu'elles devraient avoir un caractère quasi-obligatoire, elles sont largement ignorées par les parlements et les gouvernements. Il faut que cela change.

## **Comment avez-vous jugé la gestion européenne de la crise ?**

Elle n'a pas été brillante. D'abord, l'Europe n'a pas vu venir cette crise des dettes souveraines. Elle n'a pas su mettre en garde ses membres. Et surtout, elle a tâtonné trop longtemps sur la réponse qu'elle devait apporter. Le débat a été porté sur la place publique au

lieu d'être traité sur un plan technique, empêchant d'aboutir vite à une conclusion. Toutes ces hésitations ont finalement ouvert la porte à la spéculation. Cette lenteur a été partiellement le fait de l'Allemagne. Il faut comprendre pourquoi : l'abandon du deutschemark a été un sacrifice très important pour les Allemands. Plus tard, ils se sont montrés assez réticents à l'élargissement de la zone euro à certains pays. Quand la crise est apparue, ils se sont dit qu'ils avaient eu raison, que ce n'était donc pas à eux de payer la facture. Mais ce raisonnement était insuffisant car deux questions se posaient : Pouvait-on chasser un pays hors de la zone euro, ou encore le laisser faire défaut sur sa dette ? A chaque fois, la réponse est clairement non. Un mécanisme de soutien était donc inévitable.

### **Qu'en est-il du couple franco-allemand ?**

Nous assistons malheureusement à un recul de l'intimité franco-allemande. A mon époque, toutes les déclarations étaient faites en commun. Aujourd'hui, beaucoup de décisions sont prises sans concertation. Si l'on veut avancer en Europe, il faut absolument retrouver cette intimité.

## **Rien ne peut donc se faire sans ce moteur ?**

En fait nous sommes maintenant dans une Europe à trois vitesses.

Il y a celle de la Grande-Bretagne. Elle s'est mise à l'écart de l'intégration européenne, et vient d'indiquer que rien ne changera dans les cinq ans à venir puisque le nouveau gouvernement exclut l'adoption de l'euro. Dans les débats sur ce que doit faire la zone euro, il ne faudrait pas nécessairement tenir compte de son point de vue. Le deuxième groupe est, à quelques exceptions près dont la Suède et la Pologne, celui des nouveaux pays-membres qui se sont tenus en retrait pendant la crise de l'euro.

Le troisième groupe, c'est celui de « l'Euro-Europe » qui est relativement homogène. Il ne faut pas amplifier les craintes de dislocation de cet ensemble structuré autour de la France et de l'Allemagne. C'est en son sein que l'on doit discuter des objectifs à mettre en œuvre pour sortir de la crise et maintenir la solidité de la monnaie européenne. L'un d'eux consiste à placer l'Europe en dehors du champ de la spéculation financière. Cette spéculation ne nous rapporte rien. Nous ne sommes d'ailleurs pas très experts pour la conduire, ce n'est pas notre culture.

A cet égard, les Américains viennent de voter une réforme importante de remise en ordre de leur système financier. Nous devons en faire autant. L'Allemagne, quant à elle, a agi unilatéralement sur l'interdiction de vente à découvert. On l'a beaucoup critiquée. Pourtant elle avait fait des propositions en ce sens, à plusieurs reprises, les semaines précédentes, sans obtenir de réponse. Si cette décision avait été celle de la zone euro dans son entier, elle aurait eu davantage d'impact.

### **Le G20 est-il une enceinte efficace pour lutter contre la crise ?**

L'exagération du rôle du G20 n'est pas souhaitable, car il n'existe pas de solutions mondiales aux problèmes du moment. Ces solutions sont impossibles à adopter en raison du nombre de participants à la discussion, et impossibles à appliquer à cette échelle en raison des divergences existant entre leurs situations. Il n'y a qu'à voir les difficultés que connaît l'Europe pour se mettre d'accord à vingt-sept! Les problèmes sont globalisés, mais non leurs solutions, qui doivent être trouvées au sein des grands ensembles régionaux. Ainsi, les Etats-

Unis parviennent-ils à se réformer et la Chine à conduire une politique sage. J'aimerais qu'on puisse en dire autant de l'Europe.

Par exemple, pourquoi les pays de la zone euro qui sont les plus nombreux au conseil d'administration du FMI n'ont-ils pas encore fusionné leur représentation pour parler d'une seule voix ? C'est en contradiction avec le fonctionnement de la zone euro qui a besoin d'être mieux écoutée.

**Les annonces de plans de rigueur se multiplient. La croissance va-t-elle en souffrir ?**

L'effet sur la croissance ne peut évidemment pas être positif à court-terme, mais il ne faut pas croire que c'est de la consommation que peut venir la reprise. Une consommation plus forte aspirerait les importations au lieu de stimuler la croissance. C'est l'investissement qu'il faut encourager ! Une gestion plus rigoureuse redonnera confiance à un certain nombre d'acteurs qui retrouveront le goût d'investir. En France notamment, où le dérèglement des finances publiques s'est accéléré depuis 1995, il faut revenir dans des zones d'endettement réalistes.

## **Pourquoi le mot « rigueur » est-il tabou en France?**

Pour des raisons électoralistes et parce que les Français croient qu'il existe quelque part une caisse noire où les gouvernements peuvent puiser ! Il faudrait pratiquer depuis l'école une pédagogie honnête, en expliquant que contenir la dette n'est pas une mesure punitive, mais une protection indispensable des conditions d'existence des générations suivantes. En fin de compte, l'endettement de la France devra être finalement payé, et sans doute de plus en plus cher, car les taux actuels, anormalement bas, sont appelés à monter.

## **Que pensez-vous du projet de Nicolas Sarkozy d'inscrire dans la Constitution la maîtrise des déficits ?**

Il faut faire attention à ne pas déstabiliser notre Constitution qui vit depuis 1992 une accélération préoccupante de ses réformes : 19 réformes en quinze ans, après une quasi-stabilité de 1958 à 1992 ! Si ce dispositif était adopté, quelle serait la sanction en cas de déficit ? L'annulation du budget défectueux par le Conseil Constitutionnel ? Et qui serait alors chargé de proposer le nouveau budget ? On pourrait

plutôt s'orienter vers l'introduction de cette disposition dans la loi organique de présentation du budget.